

TABLE RONDE SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ

Les défis économiques et politiques restent à relever

La Mauritanie pays producteur de pétrole et de gaz, est ce une malédiction (instabilité politique ou socio-économique) ou sera-t-elle source de développement ? La question est d'actualité et s'inscrit parfaitement dans l'objectif poursuivi à travers le processus de dialogue que l'initiateur, en l'occurrence le Pnud, a organisé à Nouadhibou le vendredi 19 novembre 2004 à l'hôtel Jezira dans la capitale économique, marquant ainsi le clou de l'atelier national sur les politiques sectorielles et perspectives pour la réalisation des OMD.



Pour engager le débat, les participants ont entendu une contribution sur quelques perspectives comparatives du Nigeria et de la Norvège notamment sur la façon dont le pétrole et le gaz ont influé sur leur développement respectif. Pour se faire, M. David Nyheim, a développé quelques éléments essentiels sur la situation historique, socioéconomique et démographique dans ces deux pays. Il a fourni aux participants des données sur le pétrole et le gaz, fait un bref aperçu de l'impact social, économique, politique et environnemental dans ces deux pays avant de parler des opinions pour les quelles cet impact a été différent. Le conférencier a terminé sa communication par des conclusions préliminaires en parlant des implications par la Mauritanie.

Un géant au pied d'argile, pourquoi ?

A écouter cette importante communication comparative, on s'aperçoit que le géant de l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria, qui a un territoire trois fois plus grand que la Norvège (927.768 km² contre 307.220 km²), une population trois fois et demi plus nombreuse (137.253.133 habitants au mois de juillet 2004 contre 4.574.560 habitants à la même période pour la Norvège), marche sur des béquilles. Le pétrole et le gaz dont son sous-sol regorge ne lui ont pas porté bonheur. Bien que pour tous les deux pays, la découverte du pétrole et du gaz remonte aux années 1960, la Norvège a su bien gérer les revenus tirés de la vente de son pétrole et de son gaz contrairement au Géant nigérian qui compte parmi les dix plus gros producteurs de pétrole dans le monde avec une production d'environ 2 millions de

barils de pétrole brut par jour, dont la plus grande partie vient du Delta du Niger (voir tableau). A titre indicatif, le produit intérieur brut (PIB) par tête au Nigeria était de 900 dollars US en 2003 alors qu'en Norvège et à la même période il était de 37.800 dollars US par tête d'habitant. Mieux, 60 % de la population nigérienne vivent dans la pauvreté malgré les revenus tirés du pétrole, du gaz et d'autres ressources en exploitation. La Norvège, un nain par rapport au géant nigérian, ne compte pas de pauvres dans sa population. Les raisons d'une telle catastrophe qui frappe le Nigeria sont à chercher dans les multiples crises qui la secouent (guerre du Biafra 1967-1970, tensions et violences au Nord entre Chrétiens et Musulmans et dans le Delta du Niger. Dans cette dernière région, la plus trouble et la plus criminalisée, les pertes humaines se chiffrent à plus de 1000 morts chaque année. Des études de terrain révèlent que depuis 1990, un processus de désintégration sociale s'y est produit. La corruption endémique, la pauvreté et l'inégalité ainsi qu'un fort taux de chômage chez les jeunes sont à l'origine de cette désintégration. Mais il n'y a pas que cela, l'économie nigérienne dépend trop des revenus du pétrole. Un choix qui n'est pas sans risque pour ce géant, car une telle option, le met à la merci des fluctuations que connaissent les cours du pétrole. Selon un rapport de Human Rights Watch établi en 1999, "L'économie politique nigérienne se voit dépendre d'un système de corruption spectaculaire, avec des ristournes systématiques pour l'octroi de contrats, des comptes bancaires

spéciaux sous le contrôle de la présidence, l'attribution à des partisans politiques pour leurs bons et loyaux services, de pétrole ou de produits raffinés destinés à être vendus à des fins personnelles, et les pots-de-vin pour toute une gamme de services politiques rendus". De sources en provenance de milieux gouvernementaux nigériens et aussi de compagnies de pétrole, entre 100 et 250 millions de barils de pétrole brut sont volés chaque année dans le Delta du Niger rapportant à ses auteurs un revenu qui varie entre 1,5 et 4 milliards de dollars US (en comptant une moyenne de 15 dollars US par baril vendu au marché noir). Ainsi, ces troubles dans le Delta du Niger menacent non seulement l'avenir de l'industrie pétrolière, mais aussi la sécurité nationale du pays. Les politiciens nigériens ne s'embarrassent pas de cynisme quand ils veulent tirer profit des doléances des différentes communautés mais ne font rien une fois au pouvoir pour satisfaire ces doléances. En fait, selon le conférencier, le poste politique est devenu un tremplin pour tirer profit du pétrole ou du gaz par le biais de la corruption et de l'escroquerie. M. David Nyheim a ajouté que les interviews avec des personnalités politiques au niveau des Etats et au niveau fédéral ont mis en évidence la manière dont un certain nombre d'entre eux ou de responsables, orchestrent des conflits ou portent atteinte aux efforts déployés par le gouvernement pour la prise en charge de ces conflits, dans le but d'influencer les électeurs, de s'enrichir et d'exercer une pression ou autre sur

leurs opposants. Sur le plan environnemental, l'impact de l'exploitation du pétrole et du gaz dans le Delta du Niger est important et n'est pas sans conséquence sur la vie des populations. Bien que les compagnies pétrolières s'efforcent de limiter les émissions de gaz polluants, de réduire au minimum les déversements accidentels de pétrole, et de les nettoyer rapidement, il n'en reste pas moins que plus de 40 années d'exploitation pétrolière sous terre ont eu un effet négatif sur les moyens de subsistance des populations. Les secteurs les plus touchés sont l'agriculture et la pêche.

La Norvège, un exemple à méditer

Ce petit pays et troisième grand exportateur de pétrole dans le monde et non membre de l'OPEP, a une expérience fort intéressante en matière de gestion de ses revenus tirés du pétrole, du gaz et d'autres matières minérales qui méritent attention. La plus grande partie de la richesse générée par ses ressources pétrolières et gazières, a été investie dans les services sociaux tels que la santé, l'éducation et la sécurité sociale. Cette richesse a été réinvestie aussi pour rembourser une grande partie de sa dette extérieure datant de l'époque avant pétrole ; soutenir les industries traditionnelles (minerais, agriculture, pêche, construction navale) ; développer de nouvelles industries (informatique). Une grande partie du revenu a été aussi investie à l'étranger. Ainsi, le

Suite page 8

Les défis économiques et politiques restent à relever

parlement a procédé en 1990 à la création d'un fonds pétrolier appelé Petroleum Fund. Celui-ci est engagé en grande partie dans des investissements à l'étranger valant environ 135 milliards de dollars US et destiné aux générations de l'après pétrole. Sur le plan économique la Norvège ne souffre pas de la corruption interne. Quand elle a lieu, elle est sévèrement réprimée par la loi. Au plan politique, pendant que les gouvernements norvégiens successifs investissaient dans les services sociaux et

la sécurité sociale ainsi que la diversification de l'économie, les institutions démocratiques nationales ont été renforcées. C'est au cours de ce processus de renforcement des institutions démocratiques que les tensions avec la minorité Sami furent résolues. Quant à l'environnement, le fait que la production des hydrocarbures est en offshore, ne produit aucun effet sur le secteur agricole. Il n'empêche que les déversements de pétrole ont bien eu lieu et ont

affecté le secteur de la pêche et l'environnement au niveau des côtes.

La Mauritanie à l'heure des choix

Comparé à la Norvège, on ne peut pas dire que l'expérience du Nigéria avec le pétrole et le gaz soit positive et qu'elle peut servir d'exemple à un pays comme le nôtre qui s'apprête à exporter du pétrole en fin octobre 2005. Parce que, à la lumière de l'étude comparative sur ces deux pays, présentée par le

conférencier au cours de la table ronde, sonne une alerte pour indiquer qu'il ne suffit pas d'avoir des ressources pour croire à des lendemains roses, encore faut-il savoir bien gérer les revenus tirés de la vente des ressources pétrolières et gazières. C'est d'ailleurs tout l'intérêt de cette table ronde et même de tout ce processus de dialogue initié par le Pnud (Rosso, Kiffa, Atar, Nouakchott et Nouadhibou dernièrement) et qui a réuni des acteurs politiques issus de différents courants

politiques, économiques et sociaux. Il est important dès lors de comprendre que le choix que le pays aura à faire, va déterminer le développement du pays ou le plonger dans le chaos. Ces choix concernent l'usage qu'on aura à faire des revenus pétroliers, la manière de renforcer l'impact positif et limiter l'impact négatif et l'orientation à donner à la prise en charge globale de ces revenus.

_____ *Moussa Diop* _____